

PREFECTURE DE LA MOSELLE

**Agence Régionale de Santé
Délégation Territoriale de Moselle**

Service Veille et Sécurité Sanitaires et
Environnementales

ARRETE

N°2014-ARS/0493 du 20 mai 2014

Portant :

1. Déclaration d'utilité publique des travaux entrepris par le Syndicat Intercommunal des Eaux du MEINSBERG en vue de l'établissement des périmètres de protection du captage d'eau n°114-4X-0021
 - a) de la dérivation des eaux destinées à la consommation humaine
 - b) de l'établissement des périmètres de protection
2. Fixation des périmètres de protection autour de ce point d'eau sur le territoire des communes de MERSCHWEILLER et KIRSCH-LES-SIERCK
3. Autorisation d'utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine.

**LE PREFET DE REGION LORRAINE
PREFET DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU	les articles L.1321-2 et L.1321-3 du code de la santé publique,
VU	les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
VU	les articles L.142-2, L.210-1, L.211-1 à L.211-11, L.212-1 à L.212-7, L.213-9, L.214-1 à L.214-12, L.214-16, L. 215-13, L.216-1 à L.216-13, L.217-1 et R.214-1 du code de l'environnement
VU	le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
VU	le décret n° 2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux,
VU	l'arrêté du 07 août 2006 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2003 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement,
VU	l'arrêté préfectoral n° 2012-DDT/SABE/EAU-15 du 14 mai 2012 portant répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques entre les services de l'Etat dans le Département de la Moselle,
VU	l'arrêté DCTAJ 2014-A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle,
VU	la délibération du conseil syndical du 11 novembre 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que l'autorisation au titre du code de la santé,
VU	le dossier préparatoire à l'avis de l'hydrogéologue agréé établi en mars 1999 par le bureau d'études THERA à Nancy,
VU	le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi en juillet 2002 par Monsieur WUSTMANN et sa note complémentaire du 13 avril 2011,
VU	le dossier transmis par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et constitué conformément à l'article R.11.3 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique du 06 au 23 novembre 2012 inclus dans les commune de MERSCHWEILLER et KIRSCH-LES-SIERCK,
VU les conclusions du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération,
VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de Thionville du 15 février 2013,
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19 décembre 2013,
VU la demande du Délégué territorial de l'Agence régionale de santé du 14 mai 2014,
CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines,
SUR proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé.

ARRETE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent arrêté a pour objet les travaux d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine à entreprendre par le S.I.E. du MEINSBERG désigné ci-après par la "collectivité".

A ce titre :

- ♦ Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux par le captage décrit à l'article 2 et d'établissement des périmètres de protection autour de ce captage,
- ♦ Sont fixés les périmètres de protection autour du captage,
- ♦ Est autorisée l'utilisation à des fins de consommation humaine des eaux prélevées par la collectivité au niveau de ce captage.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 : SITUATION DE L'OUVRAGE

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux destinées à la consommation humaine par l'ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après :

Appellation	Source Kitzingberger
Parcelle n°	85
Section n°	3
Lieux-dits	Herrenbaum
Commune	MERSCHWEILLER
Coordonnées Lambert	X = 895230 m Y = 2023600 m Z = 242 m
N° Banque du Sous-Sol	114-4X-0021
Ressource en eau	Eaux souterraines
Aquifère	Dolomies du Muschelkalk moyen et supérieur
Masse d'eau	Calcaires du Muschelkalk (code : CG006)

Les collectivités, le Syndicat des Eaux de Meinsberg et la commune de Sierck-lès-Bains qui reçoit les 4/5^e de la quantité, disposent en outre de plusieurs équipements :

- la chambre de répartition de Kitzing présentant une capacité théorique de 10 m³,
- le réservoir de Sierck-lès-Bains présentant une capacité de 300 m³.

ARTICLE 3 : DEBITS PRELEVES ET RESERVES

Le tableau suivant précise

- les caractéristiques du point de prélèvement,
- les débits maximums susceptibles d'être prélevés par la collectivité.

Point d'eau	Source Kitzingberger
Nature de la ressource	Eaux souterraines
Type d'ouvrage	Source
Débit maximum	
- Horaire (m ³ /h)	18
- Journalier (m ³ /j)	1 000
- Annuel (m ³ /an)	150 000
Débit réservé	Néant

Le débit maximum correspondant à la demande de dérivation sera donc de 150 000 m³/an.

ARTICLE 4 : MESURE DES DEBITS

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR. Un stabilisateur d'écoulement pourra être imposé si la longueur droite en amont du dispositif de comptage est inférieure à 20 fois le diamètre de la conduite.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- le débit maximum horaire et le volume journalier produit, 1 fois par semaine,
- les incidents survenus (pannes, eaux non conformes,...),
- les modifications d'installation.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police de l'eau au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police de l'eau. Ce compte rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé,
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé,
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés,
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Les données seront conservées pendant une durée minimale de 3 ans.

ARTICLE 5 : SAUVEGARDE DES INTERETS GENERAUX

Au cas où la santé, la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devrait restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7 : SERVICE DE CONTROLE

La D.D.T. est chargée au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit prélevé.

La collectivité lui transmettra chaque année un compte rendu d'exploitation conformément à l'article 4. Elle signalera à la D.D.T. et à l'A.R.S., sans délai, toute évolution anormale de la ressource en eau exploitée (modification brutale des débits, dégradation de la qualité des eaux : sodium, chlorures, nitrates, bactériologie ...).

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 8 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Les plans et les états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Des bornes et des panneaux d'information seront placés, à la diligence et aux frais de la collectivité, aux points principaux des périmètres ainsi définis.

8.1. - Périmètre de Protection Immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage s'étend sur la commune de MERSCHWEILLER.

Le périmètre se situe sur la parcelle n°85, section 3, au lieu dit « Herrenbaum », pour une surface de 3a 35ca.

8.2. - Périmètre de Protection Rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur la commune de MERSCHWEILLER, sur les parcelles suivantes :

- Section 2 : parcelles n°110pp, 112pp (pour partie),
- Section 3 : parcelles n°55pp, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84, 87, 88, 101, 102, 121,
- Section 4 : parcelle n°162pp.

Soit une surface totale de 11 ha 70 a 54 ca.

8.3. - Périmètre de Protection Eloignée

Un périmètre de protection éloignée est défini. Il s'étend pour 111 ha 69 a 00 ca sur les communes de MERSCHWEILLER et KIRSCH-LES-SIERCK, respectivement pour 16 ha 97 a 00 ca et 94 ha 72 a 00 ca.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

9.1 Acquisition du périmètre de protection immédiate

Les terrains formant le périmètre de protection immédiate devront être acquis en pleine propriété par le pétitionnaire.

9.2 Servitudes dans les périmètres de protection

9.2.1. Dans le périmètre de protection immédiate

Les limites du périmètre de protection immédiate sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation de l'ouvrage.

Les terrains compris dans ce périmètre doivent être maintenus clôturés et régulièrement entretenus. A l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités, installations ou dépôts sont interdits, à l'exception de ceux qui sont explicitement autorisés dans l'acte déclaratif d'utilité publique.

L'intérieur du périmètre devra être régulièrement débroussaillé. Aucun épandage d'engrais ou de produits phytosanitaires n'y sera autorisé.

Toute activité, construction ou installation, tout dépôt ou aménagement de toute nature y sont interdits autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du captage.

9.2.2. Dans le périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits ou réglementés les activités, installations ou dépôts cités ci-après :

SONT INTERDITS

*** Travaux souterrains**

- Les forages ou captages d'eau captant le même aquifère,
- Les sondages ou forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 2 m à moins de 200 m du captage,
- La création ou l'implantation de mares ou d'étangs.

*** Stockages et dépôts**

- Le stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse,
- Le stockage de pesticides, de produits phytosanitaires et de fertilisants,
- Les dépôts de produits polluants ou de déchets solides,
- Les stockages d'eaux usées,
- Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- Le stockage de lisier, purin, fumier.

*** Constructions – Bâtiments - Routes**

- La création ou l'agrandissement de cimetières,
- Les constructions non raccordables à un réseau public d'assainissement ou pluviale pour les constructions équipées d'un traitement d'assainissement individuelle conforme,
- La construction ou la modification de chemins d'exploitation à moins de 200 m du captage,
- L'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements de la route.

*** Activités forestières**

- Les aires de stockage ou de traitement du bois à moins de 200 m du captage,
- Les déboisements à moins de 200 m du captage,
- Le nourrissage du gibier à moins de 200 m du captage,
- L'emploi de produits de traitement (phytocides ou phytosanitaires), sauf en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé.

*** Activités Agricoles**

- Le retournement des prairies permanentes,
- Les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris à moins de 200 m du point de captage,
- Le pacage sera interdit sur les parcelles 87 et 88 de la section 3 du plan cadastral de la commune de MERSCHWEILLER à moins de 40 mètres de la source, du fait de la proximité d'un drain de la source.

*** Eaux superficielles**

- La destruction des fossés, haies, talus et surfaces en herbe existants.

SONT REGLEMENTES

*** Travaux souterrains**

- Les sondages ou forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 2 m à plus de 200 m autour du captage. Ces ouvrages seront étanches au droit de l'aquifère,

- L'ouverture d'excavations de plus de 2 m de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
- Le remblaiement d'excavations de plus de 2 m sera réalisé exclusivement avec des matériaux strictement inertes.

*** Canalisations**

- Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales seront étanches. La pose des canalisations d'assainissement sera conforme au Cahier des Clauses Techniques. Le maître d'ouvrage fera procéder à des essais de réception par un organisme indépendant de l'entreprise selon les protocoles définis dans l'arrêté dit « Prescriptions Techniques Générales – fascicule 70 » du 22 décembre 1994 du Ministère de l'Environnement et dans la norme NF ENV 16 10 de décembre 1997. Les procès-verbaux d'essais seront transmis à la D.D.T. avant mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant. Une inspection vidéo de la canalisation sera effectuée tous les cinq ans ; le procès-verbal d'inspection vidéo sera transmis à la D.D.T. et à l'A.R.S.,
- A l'exception des conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques soumises à une réglementation spécifique, des vannes d'isolement seront placées aux extrémités des tronçons de canalisation traversant le périmètre de protection.

*** Constructions – Bâtiments - Routes**

- Les travaux de voirie existante sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. Les bassins de rétention d'eaux pluviales seront étanches et munis d'un déversement à cloison siphonée de manière à piéger les hydrocarbures surnageant,
- Les constructions produisant des eaux usées seront raccordées à un réseau public d'assainissement. Un procès verbal d'essai d'étanchéité sera dressé avant mise en service des canalisations. Celles-ci feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant. Le rapport annuel sera transmis à la commune et à l'A.R.S. Les constructions non raccordable pour des raisons techniques justifiées à un réseau public d'assainissement (à l'appréciation de l'A.R.S.), devront mettre en place un dispositif de traitement individuel d'assainissement dont les rejets seront connectés au réseau d'eau pluviale.

*** Activités forestières**

- Les déboisements seront compensés par des plantations sur des superficies au moins équivalentes,
- Un plan de gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux (voirie, préparation du sol, plantations, traitement, aires de dépôt) à réaliser durant une période de 10 ans sera soumis à l'acceptation de la D.D.T. Ce plan prendra en compte l'incidence d'un déboisement brutal du sol (risques de minéralisation de l'humus) sur la qualité des eaux. Seules les coupes prévues à un plan approuvé pourront être effectuées. Elles devront être suivies des travaux de reconstitution prévus au plan,
- La superficie des coupes à blanc cumulée sur 5 ans sera inférieure à 5 hectares sans excéder 2 hectares par an. Toute coupe à blanc supérieure à 2 hectares sera soumise à autorisation de la D.D.T.

*** Activités Agricoles**

- Les pacages d'animaux seront limités à un chargement de 1,4 UGB par hectare de superficie fourragère selon les critères du décret du 20 mars 1998 relatif aux primes au maintien des systèmes d'élevage extensif,
- Les épandages agricoles seront conduits selon le Code de Bonnes Pratiques Agricoles. Ce Code pourra le cas échéant, être remplacé par un protocole de mesures agri-environnementales arrêté par le Préfet en concertation avec la Profession Agricole. La Chambre d'Agriculture sera chargée du conseil aux agriculteurs ainsi que du suivi des pratiques agricoles. Les plans d'épandage seront transmis chaque année à l'A.R.S.

9.2.3. Dans le périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés les activités, installations ou dépôts cités ci-après :

SONT REGLEMENTES

*** Travaux souterrains**

- Les forages ou captages d'eau captant le même aquifère seront implantés à une distance minimale de 300 m du point d'eau. Le débit maximal d'exploitation sera de 2 m³/h,
- L'ouverture d'excavations de plus de 2 m est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Les plans d'eau seront implantés à une distance minimale de 300 m du point d'eau. En cas de réalisation par affouillement, la profondeur maximale du creusement sera de 2 m,
- Le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux inertes.

*** Stockages et dépôts**

- Les stockages de produits polluants liquides (hydrocarbures, produits phytosanitaires, fertilisants, etc.) seront réalisés dans des cuves étanches à doubles enveloppes ou munies d'un bassin de rétention étanche. Ces bassins présenteront une capacité égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements,
- Les stockages d'eaux usées seront réalisés dans des bassins étanches conformément au cahier des charges en vigueur (CCTG, fascicule 74). Les procès-verbaux d'essais prévus à des cahiers des charges seront transmis à la D.D.T. avant mise en service des ouvrages. Le maître d'ouvrage ou à défaut l'exploitant fera procéder tous les 5 ans à une expertise de l'ouvrage par un contrôleur technique,
- Les dépôts de produits polluants ou de déchets solides seront réalisés sur des sites étanches. Le dispositif de contrôle sera défini par le service compétent. Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches. Le trop-plein sera acheminé par canalisations ou fossés étanches en aval du périmètre. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent.

*** Canalisations**

- Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales seront étanches. La pose des canalisations d'assainissement sera conforme au Cahier des Clauses Techniques. Le maître d'ouvrage fera procéder à des essais de réception par un organisme indépendant de l'entreprise selon les protocoles définis dans l'arrêté dit « Prescriptions Techniques Générales – fascicule 70 » du 22 décembre 1994 du Ministère de l'Environnement et dans la norme NF ENV 16 10 de décembre 1997. Les canalisations feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant. Une inspection vidéo de la canalisation sera effectuée tous les 5 ans ; le procès-verbal d'inspection vidéo sera transmis à la D.D.T. et à l'A.R.S.,
- A l'exception des conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques soumises à une réglementation spécifique, des vannes d'isolement seront placées aux extrémités des tronçons de canalisation traversant le périmètre de protection.

*** Constructions – Bâtiments - Routes**

- Les modalités d'exécution ou de construction de cimetières seront définies en fonction des conclusions d'une notice d'incidence,
- Les constructions produisant des eaux usées seront raccordées à un réseau public d'assainissement. Un procès verbal d'essai d'étanchéité sera dressé avant mise en service des canalisations. Celles-ci feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant. Le rapport annuel sera transmis à la commune et à l'A.R.S.,
- Les constructions non raccordables à un réseau public d'assainissement seront équipées d'un dispositif d'assainissement autonome de traitement d'eaux usées conforme au DTU 64-1 et aux arrêtés ministériels du 7 septembre 2009 relatifs à l'assainissement non collectif. Elles feront l'objet par le propriétaire, d'un bilan annuel de fonctionnement transmis à la commune, au Service Public d'Assainissement Non Collectif et à l'A.R.S.,
- Les travaux de voirie existante sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de la route. Les bassins de rétention d'eaux pluviales seront étanches et munis d'un déversement à cloison siphonée de manière à piéger les hydrocarbures surnageant.

*** Activités Agricoles**

- Les prairies permanentes existantes ne seront pas retournées,
- Les pacages d'animaux seront limités à un chargement de 1,4 UGB par hectare de superficie fourragère selon les critères du décret du 20 mars 1998 relatif aux primes au maintien des systèmes d'élevage extensif,
- Les abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris seront installés à plus de 200 m du captage,
- Les épandages agricoles seront conduits selon le Code de Bonnes Pratiques Agricoles. Ce Code pourra le cas échéant, être remplacé par un protocole de mesures agri-environnementales arrêté par le Préfet en concertation avec la Profession Agricole. La Chambre d'Agriculture sera chargée du conseil aux agriculteurs ainsi que du suivi des pratiques agricoles. Les plans d'épandage seront transmis chaque année à l'A.R.S.

*** Eaux superficielles**

- Les fossés, haies, talus et surfaces en herbe existantes seront maintenus.

9.3 Travaux de mise en conformité

La collectivité fera procéder aux travaux suivants, dans un délai d'un an :

9.3.1. Dans le périmètre de protection immédiate

Autour du périmètre de protection immédiate, une clôture devra être mise en place et maintenue en bon état, la porte devra être maintenue fermée à clé. La partie haute du périmètre de protection immédiate devra également être fauchée de façon à faciliter la surveillance visuelle du site et la découverte d'éventuels cadavres d'animaux.

Un compteur devra être posé après le regard de répartition afin de connaître les volumes réels utilisés par l'exploitant.

9.3.2. Dans le périmètre de protection rapprochée

Les abreuvoirs situés à proximité immédiate de la source (rayon de 200 m) devront être déplacés. Une clôture devra être installée par le syndicat des eaux du Meinsberg sur les parcelles 87 et 88 de la section 3 du plan cadastral de MERSCHWEILLER à une distance de 40 m de la source pour éviter le pacage des animaux trop près de la source. Cette zone devra être fauchée pour en permettre la surveillance visuelle et éviter la décomposition d'éventuels cadavres d'animaux.

Le muret séparant la chambre d'accumulation des compartiments de KITZING et de SIERCK-LES-BAINS devra être restauré et les aménagements provisoires devront être supprimés.

Un clapet anti retour, muni d'un grillage à maille fine, devra être placé sur la sortie du trop-plein.

Une barrière munie d'un système de blocage à clé devra être mise en place sur le chemin d'exploitation menant à la source pour en limiter l'accès aux seuls riverains, sachant qu'il est vraisemblable que le drain de la source s'étende jusqu'à ce chemin; cette barrière devra être située entre l'accès existant à la parcelle 87 et la parcelle 85 de la section 3 du plan cadastral de MERSCHWEILLER.

L'ancienne décharge communale de KIRSCH-LES-SIERCK située sur la même faille que la source devra être réhabilitée par la commune de KIRSCH-LES-SIERCK et à sa charge conformément à la réglementation en fonction des déchets qui y ont été déposés. Sa couverture devra être de nature à favoriser le ruissellement de l'eau sans contact avec les déchets, et à limiter au maximum l'infiltration au travers du massif de déchets.

ARTICLE 10 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS, ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités, et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté, seront recensés par les soins de la collectivité propriétaire du point d'eau pour laquelle le périmètre est fixé et la liste en sera transmise au Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle dans un délai d'un an.

10.1 Installations interdites

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui pourra soit interdire définitivement l'installation, soit subordonner la poursuite de l'activité au respect de conditions en vue de la protection des eaux.

Un délai sera fixé dans chaque cas au propriétaire intéressé soit pour cesser l'activité, soit pour satisfaire aux conditions fixées.

10.2 Installations réglementées

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui fixera, s'il y a lieu, au propriétaire de l'installation en cause, les conditions à respecter pour la protection des eaux ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder trois ans.

10.3 L'application éventuelle de cet article donnera lieu à l'indemnité fixée comme en matière d'expropriation

ARTICLE 11 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le service instructeur des dossiers déposés par un pétitionnaire désirant réaliser une installation, activité ou dépôt réglementés conformément à l'article 9, devra vérifier la situation du projet par rapport aux périmètres de protection. Si ce projet risque de porter atteinte directement à la qualité des eaux ou à leur écoulement, des dispositions particulières pour parer aux risques précités devront être prévues. En cas de doute, l'A.R.S. sera interrogée.

Une enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 12 : REGLEMENTATION SPECIFIQUE

En tant que de besoin, les arrêtés préfectoraux définiront les règles auxquelles devront satisfaire les installations, activités, et dépôts réglementés par l'application de l'article 9.

ARTICLE 13 : CONTROLE DES PRESCRIPTIONS

L'A.R.S. est chargée du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

ARTICLE 14 : INDEMNISATION DES SERVITUDES

La collectivité devra indemniser tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite des prescriptions particulières, imposées par la protection du point d'eau et de ses annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 15 : QUALITE DE L'EAU

L'eau délivrée au réseau est conforme aux normes de potabilité conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 16 : FILIERE DE TRAITEMENT

Les eaux du captage subissent une désinfection au chlore.

ARTICLE 17 - CONTROLE

Sans préjudice des obligations d'autosurveillance à mettre en œuvre par la collectivité, la qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par l'Agence Régionale de Santé, conformément aux prescriptions des arrêtés pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du Code de la Santé Publique.

Les prélèvements et analyses seront effectués par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé.

Les frais engendrés par ce contrôle sanitaire sont à la charge du bénéficiaire, selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

Les agents des services de l'Etat chargés du contrôle ont constamment libre accès aux installations de captages, de production et de distribution.

ARTICLE 18 - INFORMATION DES USAGERS

Les résultats d'analyses seront portés à la connaissance des usagers par affichage à la mairie de MERSCHWEILER et de KIRSCH LES SIERCK, ainsi qu'au siège du S.I.E. du MEINSBERG.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 - MODIFICATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 20 - INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.

L'arrêté sera affiché dans la mairie de MERSCHWEILER et de KIRSCH LES SIERCK au moins pendant deux mois. Le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Meinsberg conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont attachées.

Un extrait de cet arrêté est par ailleurs adressé sans délai par le bénéficiaire des servitudes à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le bénéficiaire de l'autorisation transmettra à l'Agence Régionale de la Santé, dans un délai de six mois après la date de notification susvisée, une note sur l'accomplissement des formalités concernant cette notification des propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, ainsi que le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage.

Il procédera à l'insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de trois mois à compter de sa signature. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme des communes de MERSCHWEILER et de KIRSCH-LES-SIERCK, dans les conditions définies aux articles L 126 et R 126-1 à R 126-3 du code de l'urbanisme.

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de la Moselle, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 21 : SANCTIONS

En application de l'article L 1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. En application de l'article L 1324-4 du même code, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, est puni des trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

ARTICLE 22 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de STRASBOURG par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 23 - EXECUTION DE L'ARRÊTE

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- le Sous-Préfet de THIONVILLE,
- le Directeur départemental des Territoires de la Moselle,
- le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Maire de la commune de MERSCHWEILLER
- le Maire de la commune de KIRSCH-LES-SIERCK,
- le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de MEINSBERG.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au Directeur du Service Géologique de Lorraine,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- au Président du Conseil Général de la Moselle (DEAT).

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,



Alain CARTON